

revenus du commerce, sans l'aide du gouvernement. La situation actuelle du marché a été créée par des pays qui subventionnent largement les entreprises de pêche, les flottes aussi bien que les exploitations à terre, ou par les pays qui ont récemment dévalué leur monnaie, comme je l'ai déjà dit.

• (3.20 p.m.)

Maintenant, le ministre a avisé l'industrie de ne plus compter sur l'aide du gouvernement du Canada d'ici la fin de l'année financière se terminant le 31 mars 1969, mais sans lui indiquer ce qui pourrait survenir plus tard. Cela signifie donc cinq mois consécutifs de pertes considérables. Les transformateurs de poisson de fond de Terre-Neuve estiment que les pertes en espèces se situeront entre \$300,000 et \$400,000 par mois. Les pertes d'exploitation, y compris l'amortissement, atteindront un demi-million de dollars par mois. Il faut se rendre compte que les frais d'amortissement sont aussi réels que les pertes en espèces. L'ensemble des entreprises perdront un demi-million de dollars par mois, y compris l'amortissement. Même si vous dites que seules les pertes en espèces vous importent, celles-ci varieront entre \$300,000 et \$400,000 par mois. Donc, pendant cinq mois, les pertes dans cette industrie s'établiront à 2 millions de dollars. Les pertes en espèces pour cinq mois consécutifs, non compris l'amortissement, seraient d'un million et demi à deux millions de dollars. Les pertes d'exploitation, y compris l'amortissement, qui devrait être inclus, je le répète, varieront entre deux millions et deux millions et demi de dollars entre l'abolition des versements d'appoint et la fin de l'année financière du gouvernement.

La situation est maintenant telle que toutes les sociétés accusent une perte à chaque mois. La plupart ont déjà atteint la limite et doivent recourir à des emprunts bancaires; celles qui n'en sont pas encore là en sont si près que cela ne fait guère de différence. Si elles ne peuvent trouver de l'argent ailleurs, autrement que par leur commerce, ces sociétés devront inévitablement fermer leurs portes. Le nombre de jours et de semaines qui s'écouleront d'ici là dépend des fonds qu'on parviendra à trouver ailleurs et de la volonté des gens de continuer en tout état de cause, en dépit de perspectives très sombres et sans pouvoir espérer aucune aide du gouvernement avant la fin de mars au plus tôt. La plupart estiment qu'elles feraient tout aussi bien de déteiler maintenant et de couper court aux pertes.

Actuellement, nos entreprises de pêche sont très endettées. Elles ont des factures exorbi-

tantes à payer; elles doivent une bonne partie de cet argent depuis plus de 90 jours, et le reste depuis entre 30 et 60 jours. Naturellement, la situation ne peut durer. Si les créanciers réclament leur argent—ce qu'ils ne manqueront pas de faire, étant donné la situation actuelle de l'industrie—cette dernière disparaîtra sous peu.

Monsieur le président, je me demande si les députés se rendent compte de ce que cela signifiera pour les provinces atlantiques et surtout pour Terre-Neuve. Plus de 2,500 personnes à Terre-Neuve travaillent actuellement dans les usines de poisson et 2,200 sont employées sur les chalutiers qui amènent le poisson aux usines. En été, pendant la bonne saison, qui dure de six à huit mois, l'industrie emploie 20,000 travailleurs dans les usines et environ 26,000 pêcheurs. Si l'on compte les personnes à charge et les services de soutien, au moins cinq habitants sur six dépendent de cette industrie. On peut donc dire qu'à Terre-Neuve, un habitant sur quatre sera directement atteint, et que 25 p. 100 des habitants de la province se ressentiront des effets néfastes de la fermeture de cette industrie. Il ne faut pas le permettre.

En aucun cas, le peuple du Canada ne doit voir 26,000 personnes se retrouver sans emploi, alors qu'il faut si peu pour qu'ils aient du travail. Le présent gouvernement doit fournir de l'aide, parce que les perspectives du marché pour le reste de l'année ne sont pas brillantes. J'insiste sur l'urgence de cette aide. Tout récemment, j'ai appris que l'Islande avait vendu sur le marché américain des quantités considérables de poisson à 21 c. la livre pour les blocs de morue, ce qui est au moins 4 ou 5c. au-dessous du prix de revient des producteurs canadiens.

Vous ne pouvez non plus, monsieur le président, vous attendre à ce que des sociétés ayant des maisons-mères ailleurs aillent jeter de l'argent dans un abîme, si elles ne peuvent apercevoir une lueur au bout du tunnel.

Le ministre ne nous dit même pas ce à quoi nous pouvons nous attendre à la fin de mars, et je pense qu'il est temps pour lui et pour l'industrie de mettre au point un programme et de prendre des engagements définitifs pour que les deux parties sachent où elles vont. Nous ne pouvons attendre jusqu'à la fin de mars. Nous devons établir un programme à long terme afin de stabiliser l'industrie mais, comme je l'ai dit, pendant que ce programme est mis au point, nous devons gagner du temps pour que l'industrie ne disparaisse pas. Comme je l'ai dit, à court terme, il faut